

Le chômage de masse : En Asie aussi

Bernard Girard, bonjour ; vous avez choisi de parler aujourd'hui de parler du chômage, mais sur un ton qui me paraît pessimiste. Vous vous demandez si le chômage de masse que nous connaissons se rencontrerait pas également en Asie...

Ce sont deux informations toutes récentes en provenance de Chine, pour l'une, et d'Inde pour l'autre qui me le font penser.

La première de ces informations est tirée d'un discours d'un ministre chinois, Zhu Zhixin, prononcé il y a quelques jours lors d'une réunion organisée par l'organisation internationale du travail et le ministère du travail chinois. Dans ce discours, le ministre explique que la croissance très forte de la Chine n'avait pas vraiment d'impact sur l'emploi. Il a, d'ailleurs, donné des chiffres. « La croissance d'un point de PIB se traduisait, dans les années 80, par la création de 2,4 millions d'emplois supplémentaires. Ce même point ne crée plus aujourd'hui qu'un million d'emplois supplémentaires. »

Vous faisiez allusion à une seconde information en provenance des Indes...

Oui, il s'agit d'un article publié la semaine dernière dans le New-York Times dont l'auteur explique que l'économie indienne qui connaît, elle aussi, une croissance très rapide, de plus de 10% sur les six premiers mois de l'année, qui voit se développer une nouvelle classe moyenne, a du mal à créer des emplois. Le taux de chômage officiel est de l'ordre de 8% mais ce chiffre serait fortement sous-évalué, des tas de sans emploi échappant en réalité aux statistiques.

Et à quoi cela tient-il ?

Les explications que donnent de ce phénomène les experts asiatiques, indiens et chinois, ressemblent pour beaucoup à ce que nous entendons ici. Ils parlent tous du poids du secteur public, hypertrophié dans ces pays, et qui transforme très mal la croissance en emplois. Les économistes indiens insistent sur les effets de la privatisation des services publics, avec ce que cela entraîne de baisse des salaires et de plus grande précarité de l'emploi. Tout ceci, naturellement, à la mesure de ces pays : le secteur public a perdu, en Inde, 4,5 millions d'emplois en six ans. Je rappelle que la fonction publique emploie en France à peine plus de salariés.

Les économistes chinois insistent, de leur côté, beaucoup sur la transformation de leur économie qui passe d'un modèle où l'on consomme beaucoup de main d'œuvre à un modèle plus proche du notre, plus économe en travail. Ce qui, évidemment, pose problème dans un pays de cette dimension. 24 millions de citadins vont entrer cette année sur le marché du travail en Chine et 150 millions de paysans, de ruraux frappent aux portes.

Tout cela paraît plutôt inquiétant, d'autant plus inquiétant que la solution pour ces pays est d'attirer les emplois de chez nous grâce aux délocalisations...

On peut effectivement craindre que ces pays ne tentent de lutter contre ce chômage en offrant aux entreprises occidentales, européennes ou américaines, des conditions telles qu'elles ne peuvent résister à la délocalisation de leur activité. C'est bien, d'ailleurs, aujourd'hui, ce qui se passe en partie. Mais il faut, je crois, approfondir un peu l'analyse : il n'est pas certain que les délocalisations réduisent ce chômage.

Ce serait pourtant logique : les délocalisations créent des emplois dans les pays qui les reçoivent...

Bien sûr, mais les choses sont un peu plus compliquées que cela. Prenez le cas de l'Inde. C'est un grand pays décentralisé, avec de multiples Etats. Les Etats les plus dynamiques font tout pour attirer les entreprises occidentales : elles leur consentent des avantages fiscaux importants, elles tentent de satisfaire leur moindre désir et y consacrent des ressources importantes. Mais malgré sa croissance, l'Inde reste un pays pauvre dont les infrastructures sont relativement faibles. Et ce qui est dépensé pour attirer les entreprises occidentales est souvent pris aux plus pauvres. Pour ne prendre que ces deux exemples :

- dans l'Etat d'Andhra Pradesh, un Etat du sud qui longe la baie du Bengale plus peuplé que la France, puisqu'il a 75 millions d'habitants, le gouvernement a décidé d'augmenter le prix de l'électricité pour les paysans et de le réduire pour les entreprises internationales :
- dans ce même Etat, l'eau est rare, les campagnes connaissent régulièrement des sécheresses dramatiques et, cependant, ce même gouvernement a mis en place un système d'adduction d'eau pour créer des pelouses dans le quartier où sont installées les grandes entreprises.

Ce ne sont que des exemples mais qui montrent l'un des risques qu'ils courent à vouloir attirer à tout prix les entreprises occidentales : appauvrir un peu plus encore les campagnes, freiner leur développement et donc augmenter l'émigration rurale qui fabrique du chômage dans les villes.

Les dirigeants de cet Etat font sans doute le pari que les emplois créés vont largement compenser les effets de cette migration rurale...

C'est certainement leur pari, mais vont-ils le gagner ? ce n'est pas certain. Les entreprises étrangères qui s'installent recherchent des personnels qualifiés qui peuvent venir de partout en Inde, de cet Etat mais aussi de ses voisins. Si les emplois créés sont tenus par des gens venus d'autres Etats, l'effet sur le chômage local sera faible.

C'est un risque réel ?

Mais bien sûr ! L'Etat d'Andhra Pradesh dont je parlais à l'instant a investi des sommes considérables dans la formation, mais tous ne trouvent pas du travail alors même qu'il a réussi à attirer à Hyderabad, dans sa capitale, de nombreuses entreprises occidentales, surtout américaines.

Bref, les délocalisations ne garantissent pas la réduction du chômage. Elles en sont d'autant moins une garantie que les entreprises occidentales arrivent avec des pratiques, des méthodes, des organisations conçues pour des économies qui ont fait de la productivité leur principal critère d'efficacité. Parce que la main d'œuvre est chère et rare, nos entreprises investissent beaucoup en capital, elles achètent des machines... ce qui réduit le nombre de salariés dont on a besoin et conduit à recruter des gens de plus en plus qualifiés.

Toujours pour le même motif nous avons développé des technologies économes en main d'œuvre dans à peu près tous les domaines. Or, ces pays y ont accès et là où ils auraient hier utilisé une main d'œuvre peu qualifiée, ils n'en ont plus, aujourd'hui, usage. C'est le cas, par exemple, dans le bâtiment. Hier, on utilisait des matériaux qu'il fallait préparer sur le chantier, aujourd'hui ils sortent des usines prêts à l'emploi. C'est vrai des ciments, des bétons... Ces pays ont beaucoup de personnels sans qualifications, mais ils ne peuvent pas les utiliser dans le bâtiment depuis qu'il utilise nos technologies économes en main d'œuvre.

Et quelles conséquences peut avoir ce chômage de masse ? on pense à des révoltes, à des mouvements sociaux de grande ampleur...

C'est effectivement le risque, sachant que ces mouvements sociaux, qu'il s'agisse de révoltes ou de grèves massives inquiéteraient, naturellement, les occidentaux qui se sont installés là-bas et qui peuvent partir aussi vite qu'ils sont arrivés. De ce point de vue, la Chine qui a conservé un régime autoritaire et brutal risque sans doute moins que l'Inde qui est plus démocratique. On dit souvent que démocratie et développement vont ensemble, on a là ce qui pourrait bien être un contre-exemple.

Il faut ajouter que ce chômage de masse touche aussi bien les salariés qualifiés que les salariés sans qualifications et il pourrait très bien conduire à une émigration de salariés qualifiés qui ne trouvant pas de travail chez eux vont en chercher en Europe, aux Etats-Unis où ils contribueraient d'ailleurs à freiner les délocalisations qui ne sont sans doute pas appelées au bel avenir qu'on leur prédit si souvent.

Vous ne croyez pas qu'elles vont jouer un rôle déterminant ?

Elles se développent, c'est une évidence, et vont continuer de le faire, mais ce mouvement a probablement des limites. L'important, dans une économie de marché, ce sont les consommateurs. Or, ceux-ci demandent de plus en plus de services et des services de plus en plus complexes. On intègre de plus en plus dans la production industrielle des phases d'adaptation du produit au client, de fabrication à la demande. Pensez, par exemple, à ces chaînes d'opticiens qui fabriquent les lunettes en temps réel, devant vous. L'ouvrier est là, dans la boutique, et il peut difficilement être ailleurs puisqu'on lui demande de faire au plus vite, de vous donner immédiatement les lunettes. Ce n'est qu'un exemple, bien sûr, mais qui montre les limites des délocalisations et les réponses que nos économies vont y apporter. Quand je dis économie, je pense aux entrepreneurs, à tous ceux qui cherchent, aujourd'hui, comment rester compétitif, comment résister à la concurrence des pays nouveaux et qui cherchent des réponses en regardant du côté des consommateurs, de la demande. Les consommateurs des pays développés restent la première cible des industriels et l'on peut parier qu'ils vont adapter leur mode de production à leurs demandes.

Cela n'exclut pas les délocalisations...

Bien sûr que non, mais il faut se souvenir que c'est le consommateur qui commande. Les industriels européens, américains vont continuer de s'installer dans ces pays en forte croissance, mais il y a fort à parier qu'ils s'y installeront d'autant plus volontiers qu'ils y trouveront des consommateurs solvables, une clientèle locale. Ce sont les consommateurs locaux qui feront in fine la croissance de ces pays.

On raisonne trop souvent sur le modèle de Singapour ou de Taiwan, c'est-à-dire de petits pays qui peuvent se transformer en ateliers pour le monde. L'Inde, la Chine sont de grands pays, ce sont de formidables marchés potentiels et l'avenir de leurs industriels est dans la satisfaction des besoins de cette consommation intérieure beaucoup plus que dans la fabrication de produits pour l'Europe ou les Etats-Unis.

Et une trop grande pauvreté est un frein au développement de ce marché intérieur ?

Mais bien sûr. Ce qui me fait dire que les autorités de ces pays doivent lutter contre ce chômage de masse, pour faire reculer la pauvreté et créer une classe moyenne.

Et que peuvent-ils faire pour cela ?

Le ministre chinois que je citais tout à l'heure expliquait que la Chine ne pouvait plus compter seulement sur la croissance pour créer des emplois, qu'il lui fallait également restructurer l'économie pour la rendre plus riche en emplois. Une formule que l'on retrouve chez les

indiens et que nous pouvons nous même en France comprendre puisque c'est, et j'en reviens à ce que je disait tout à l'heure, notre problème : nous avons nous aussi une économie qui ne transforme pas assez les gains de croissance en emplois. Ceci dit, les solutions sont certainement différentes. Et je me demande, ce n'est qu'une question, si ce type d'approche ne va pas conduire les autorités chinoises et indiennes à changer de point de vue. Elles mettent aujourd'hui beaucoup l'accent sur les délocalisations dont on n'a vu qu'elles ne créaient pas suffisamment d'emplois. Je ne serai pas surpris de les voir demain insister sur le développement d'activités destinées en priorité au marché national, activités qui consomment beaucoup de main d'œuvre et peu de capital. On pourrait ainsi voir se développer tout un secteur de PME, de petites entreprises, à cheval sur l'artisanat qui reposent plus sur le travail que sur des investissements matériels. Entreprises qui pourraient, comme dans les modèles japonais ou italien, s'agglutiner autour d'entreprises plus importantes.

Pour d'autres chroniques, voir : <http://www.BernardGirard.com>